

Les Balkans arrivent aux portes de l'Union européenne

La Commission de Bruxelles a accordé le statut de candidat à la Macédoine.

jeudi 10 novembre 2005, par [Jean Quatremer](#)

Liberation

Bruxelles (UE) de notre correspondant

Rien n'arrêtera le train de l'élargissement, ni la crise constitutionnelle ouverte par les non français et néerlandais, ni la crise budgétaire : hier, la Commission européenne a reconnu le statut de « candidat » à l'ex-République yougoslave de Macédoine, alors que la Turquie et la Croatie ont démarré leurs négociations d'adhésion le 3 octobre et que la Bulgarie et la Roumanie adhéreront bien, comme prévu, le 1^{er} janvier 2007. L'exécutif européen ne cache pas que son agenda comprend l'ensemble des Balkans, avec l'Albanie, la Bosnie, la Serbie et même, lorsque son statut définitif sera réglé, le Kosovo . Seules l'Ukraine, la Moldavie et la Biélorussie sont, pour l'instant, laissées de côté.

Certes, le statut de candidat ne signifie pas une ouverture immédiate des pourparlers avec Skopje et il pourra s'écouler plusieurs années avant que la Macédoine commence véritablement à négocier. Pour autant, l'histoire récente montre qu'une fois ce statut reconnu, l'adhésion est certaine. Il n'est pas innocent que les rapports d'étape consacrés à la Turquie et à la Croatie, publiés hier, adoptent un ton nettement plus positif sur les processus de réformes en cours. Ankara, en dépit de critiques récurrentes sur les droits de l'homme, se voit même reconnaître le « statut d'économie de marché » qui lui ouvre grand les portes du Marché unique européen.

Pour la Commission, l'adhésion des Balkans est dans l'ordre des choses. Il s'agit de tenir les promesses qui ont été faites à ces pays pour les stabiliser. « C'est le soft power, la méthode douce, de l'Union européenne en action, a expliqué hier le commissaire chargé de l'Elargissement, le Finlandais Olli Rehn. Il y a quatre ans, en 2001, la Macédoine était au bord d'une guerre civile. Aujourd'hui en 2005, elle peut sérieusement prétendre frapper à la porte de l'Union. »

Le problème est que l'Union européenne, depuis l'échec de la Constitution, n'est pas capable d'accueillir autant de pays sans être paralysée. Même si la « capacité d'absorption » de l'Union est désormais mise en avant par la Commission, celle-ci n'en tire aucune conséquence pratique. On voit mal l'Union claquer in extremis la porte au nez d'un candidat qui a achevé ses négociations avec succès parce que la Commission n'a pas été réformée... « C'est la grande bouffe, la mort par absorption incontrôlée de nourriture », s'inquiète Jean-Louis Bourlanges, député européen UDF. Le seul grain de sable pourrait bien être hexagonal : après la Croatie, toutes les futures adhésions devront être soumises à référendum en France...